Hamza Bensatem, une voix pour les enfants placés

Ancien enfant placé et président de l'Association d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône, Hamza Bensatem se bat au quotidien pour apporter un peu de lumière à ces jeunes en perdition.

es dernières années, la voix des anciens de la protection de l'enfance se fait de plus en plus entendre, permettant à la société tout entière de prendre conscience de l'extrême fragilité des jeunes accompagnés dans ce cadre. Malgré ces avancées, les progrès à réaliser pour tenir compte des aspirations de tous ces enfants restent considérables. Hamza Bensatem est là pour en témoigner. Actuellement président de l'Association d'entraide des personnes accueillies en protection de l'enfance dans les Bouches-du-Rhône (Adepape13), dont l'action est d'écouter leur détresse et de leur apporter des réponses, le jeune homme a fait de cette cause un véritable cheval de bataille, tant elle fait écho à sa propre histoire.

Hamza Bensatem naît à Marseille le 18 avril 1998, au sein d'une fratrie de six. Son père est absent et sa maman, malade (fibromyalgie, grave dépression). Il est un petit garçon « hyperactif, en colère tout le temps », mais aussi profondément lié à cette maman fragile, sur laquelle il veille jalousement. Livré à lui-même, l'école ne fait pas partie de son univers et il ne tarde pas à ne plus y aller. Il a peine 11 ans lorsqu'il est placé dans une maison d'enfant à Embrun, une

petite commune des Hautes-Alpes. Incompris, seul, victime parfois de la violence du lieu, il désespère au point de tenter de se pendre dans sa chambre à l'âge de 12 ans. Une situation intenable qui le conduit à être hospitalisé quelques mois en pédiatrie à Gap. C'est là que débute pour le jeune adolescent le cycle infernal de la psychiatrie.

« J'étais en permanence sous l'effet de médicaments. On ne cherchait pas à m'aider, mais simplement à me calmer. On te répète sans cesse: ta mère est malade, ton frère est malade, tu finis par le croire, pour qu'enfin, on s'occupe de toi. » Balloté ensuite de maison d'enfants en maison d'enfants, notamment dans les Hautes-Alpes puis les Pyrénées, il a 14 ans quand il revient à Marseille. Sa mère hospitalisée, seul à nouveau, il commence à travailler pour tenter de survivre, notamment dans un restaurant « au black pour 5 euros de l'heure ». Il finit par retrouver l'Aide sociale à l'enfance (ASE) et rejoint la Maison d'enfants à caractère social (Mecs) des Saints-Anges, à Mazargues dans le 8^e arrondissement de Marseille. Il entre alors en 4º et c'est la première fois de sa vie qu'il peut suivre une scolarité normale, mais ses lacunes sont abyssales. « Je ne maitrisais pas les bases et j'étais larqué, mais j'ai rencontré des éducateurs qui ont cru en moi. » Porté par cet espoir, il multiplie les cours de soutien et obtient finalement un bac pro. Très vite, il est orienté vers un CAP routier, une filière qui embauche mais qui ne le fait pas vraiment rêver. « Comme beaucoup de jeunes de la protection de l'enfance, les propositions d'orientation ne sont pas très ambitieuses. L'essentiel est d'avoir un boulot pour être financièrement autonome quand la prise en charge s'arrête. Moi, je souhaitais autre chose. »

Déclic

C'est alors qu'Hamza fait une rencontre décisive. Lors d'un stage qu'il réalise dans le cadre de sa formation, un chauffeur routier lui dit sans détour: « Franchement, tu peux faire mieux que ce boulot. Sois ambitieux et ne reviens pas me voir. » Cette phrase presque anodine sonne comme un déclic. « Je savais que je ne pouvais compter sur personne, qu'il fallait que je me prenne en main. Je devais foncer. »

Après maintes péripéties, il finit, grâce à une fondation, par trouver un financement pour intégrer la Kedge business school. Lui, le gosse abandonné de tous, en qui



personne ne croyait, est aujourd'hui étudiant en Master 2 « Management des organisations ». Mais en dépit ce fabuleux parcours, il ne veut pas perdre de vue ce passé qui a fait de lui ce qu'il est.

Des demandes incessantes

En 2020, il a accepté de prendre la présidence de l'Adepape13 pour tenter d'aider tous ces jeunes qui, comme à lui à l'époque, sont au cœur de la tempête. « Je reçois des appels presque tous les jours de mômes en pleine détresse qui ne savent plus vers qui se tourner. Certains sont placés ou en famille d'accueil. Ils se cachent parfois pour me contacter car ils n'ont plus confiance en personne. » Le président militant dénonce un système dans lequel les enfants sont traités comme des dossiers administratifs, des cas difficiles qu'il faut « gérer ». Il est également vent debout contre la psychiatrie de l'enfance où la seule réponse apportée à cette jeunesse en détresse est l'accumulation de médicaments. « Ces jeunes ne devraient pas être orientés vers les services d'urgence comme seule réponse à leur souffrance. Ils ont simplement besoin d'attention et d'amour. » Pour apporter une réponse au phénomène, l'Adepape 13 a récemment passé une convention avec l'AP-HM pour un meilleur accompagnement des jeunes relevant de l'ASE dans le cadre de la nouvelle Unité d'accueil pédiatrique enfants en danger de La Timone. Depuis la signature de cette convention, il ne se passe pas une semaine sans que le jeune président ne reçoive la fiche d'un nouvel entrant. « Systématiquement, nous appelons le service pour recueillir plus d'informations sur l'enfant, connaître ses goûts et on commence par passer 48 heures avec lui, avant de revenir régulièrement. »

Solitude

Récemment, une adolescente qui fêtait ses 14 ans à l'hôpital, a recu la visite des bénévoles de l'Adepape 13 avec le gâteau, les sourires, les selfies et tout ce qu'un tel anniversaire mérite de panache. « Elle n'en est pas revenue. Elle qui était si triste, qui avait du mal à se nourrir, a fini par sourire et échanger, c'était un très beau moment. » L'association milite aussi pour la fin des placements de mineurs à l'hôtel. « Ca ne devrait plus exister, mais à Marseille encore aujourd'hui, des mineurs y vivent, dans la plus grande solitude, sans repères, avec seulement le passage d'un éducateur. La loi Taguet interdit totalement cette

pratique, mais ce texte n'est absolument pas appliqué. C'est un véritable scandale. »

De plus en plus visible, Hamza Bensatem a eu de nombreuses occasions pour sensibiliser les pouvoirs publics à la cause des enfants placés. Il a notamment étroitement collaboré avec Charlotte Caubel, ancienne secrétaire d'État chargée de la Protection de l'enfance. Il a pu également échanger à de nombreuses reprises avec le président de la République. Il siège aussi au Conseil national de la Protection de l'enfance, au Conseil d'orientation des politiques jeunesse auprès du Premier ministre, et au Comité Nouvelle Génération de la Fondation de France. Mais en dépit de toutes ces rencontres et engagements, les mesures les plus nécessaires tardent encore à être prises. « Les rapports sur l'état de la protection de l'enfance ne cessent de se multiplier et nous savons ce qu'il faut faire, mais peu de choses évoluent. Les professionnels formés manquent cruellement et les financements ne sont pas au rendez-vous. La mobilisation ne doit surtout pas cesser, car c'est l'avenir de notre société qui est en jeu. » •

Antoine Janbon